

Rapport de la Mission du Fonds Vert pour le Climat à N'Djamena-Tchad (Du 28 au 31 Juillet 2025)

Soumis Par : Autorité Nationale Désignée (AND)	Date : 04 Août 2025
Lieu et Période : Août 2025 à N'Djamena (Tchad)	Distribution : L'équipe de la Mission du FVC et Participants
Objet de la mission : La mission, mandatée par le Fonds vert pour le climat, a pour objet de réviser en profondeur les programmes déjà approuvés du portefeuille climat au Tchad et, à partir de cette évaluation, d'identifier et sélectionner les projets les plus prioritaires pour le pays.	

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Tchad est l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique au Sahel. Les variations extrêmes de précipitations, la dégradation des terres et la rareté des ressources en eau menacent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de près de 80 % de la population agricole.

Le gouvernement tchadien a développé une Stratégie nationale d'adaptation et soumis des Contributions déterminées au niveau national (CDN) visant à améliorer la résilience des systèmes agro-pastoraux et à restaurer les écosystèmes fragiles. Plusieurs programmes ont déjà reçu l'approbation du Fonds vert pour le climat, couvrant notamment la gestion durable des terres, la reforestation et le renforcement des capacités institutionnelles.

Le contexte régional se caractérise par une montée des températures, une intensification des sécheresses et des crues soudaines qui exacerbent la pauvreté et les risques sécuritaires. Dans ce cadre, le Fonds vert pour le climat joue un rôle pivot en canalisant des financements à long terme pour l'adaptation et l'atténuation.

La diversité et le nombre croissant de programmes approuvés nécessitent une révision systématique pour garantir la cohérence stratégique et l'efficacité opérationnelle. Une telle analyse permettra de :

- Mettre à jour l'adéquation des initiatives avec les priorités nationales et les enjeux climatiques émergents
- Identifier les redondances et assurer des synergies entre les projets financés
- Renforcer l'utilisation optimale des ressources financières limitées du Fonds vert

Cette démarche d'évaluation et de hiérarchisation permettra de constituer un portefeuille de projets à fort impact, de répondre aux exigences de performance du Fonds vert et de soutenir la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale d'adaptation. C'est ce constat qui a motivé le déploiement de la mission du Fonds vert pour le climat au Tchad.

II. OBJECTIF GLOBAL

L'objectif général du présent est de faire un état de lieu des activités de la mission, au cours de la période allant du **28 au 31 juillet 2025**.

En Assurant une allocation stratégique et optimisée des financements du Fonds vert pour le climat au Tchad en révisant les programmes approuvés et en sélectionnant les projets prioritaires à fort impact climatique et social, de façon spécifique, il s'agit de :

1. Évaluer la pertinence et l'efficacité des programmes climat déjà financés ;
2. Définir et formaliser des critères de priorisation alignés sur les exigences du Fonds vert (atténuation, adaptation, genre, inclusion) ;
3. Hiérarchiser les projets en appliquant une méthodologie de scoring multicritère ;
4. Élaborer une feuille de route opérationnelle pour la mise en œuvre rapide des projets retenus ;

5. Proposer un dispositif de suivi-évaluation conforme aux standards du Fonds vert pour garantir la transparence et la traçabilité des résultats ;
6. Renforcer les capacités des parties prenantes nationales pour assurer la durabilité des interventions ;
7. Préparer le terrain pour l'arrivée de la Directrice exécutive du Fonds vert pour le climat en présentant un bilan consolidé et des recommandations clés.

III. DEROULEMENT DE LA MISSION

Conformément à l'agenda et au plan de travail arrêtés à cet effet, la mission s'est effectivement déroulée à N'Djamena. Cette mission a été coordonnée par l'AND (Point Focal National du FVC), avec l'appui du Chargé de Liaison du FVC au Tchad.

Ont participé à la mission.

- L'équipe de la mission du FVC (Coprésident du Conseil d'administration, Directrice Afrique, Conseillère principale du Coprésident et le Point Focal pour le Tchad).
- Les Représentants de certains ministères sectoriels de l'AND
- Les entités nationales en cours d'accréditation (ADES, FSE et FNE)
- Les entités porteuses des projets(FIDA, BAD, PNUD,ACTED, UNHCR, GIZ etFAO).

VI. PRESENTATION DU RECAPITULATIF DES ACTIVITES REALISEES

Ces tableaux proposent une synthèse des rencontres et réunions organisées lors de la mission, en détaillant pour chacune les objectifs poursuivis et les recommandations clés formulées :

Jour 1 – Activité	Détails et recommandations
Rencontre avec le Ministre de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable	Le Ministre a rappelé la double vulnérabilité du Tchad face aux changements climatiques et son faible accès aux financements du Fonds vert pour le climat. Il a insisté sur l'importance d'accréditer une entité nationale pour optimiser l'absorption des ressources.
Rencontre avec le Ministre Délégué chargé du Plan et de la Coopération internationale	Le Ministre a exhorté l'équipe de mission à redoubler d'efforts pour faciliter le financement des projets au Tchad. Il a indiqué que le Ministère des Finances souhaitait soumettre sa candidature à l'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat.
Présentation des financements mobilisés par le Tchad	Après concertation avec le Ministère des Finances, l'AND a présenté : <ul style="list-style-type: none"> •Les financements « readiness » et multi-pays reçus •Le pipeline des projets spécifiques portés par certaines entités. Recommandations : Renforcer la coordination interinstitutionnelle.
Réunion d'évaluation des entités en cours d'accréditation	En collaboration avec le MEPDD, l'équipe a évalué les candidatures des entités nationales. Recommandations : simplifier les procédures d'accréditation, renforcer les capacités institutionnelles et harmoniser les critères d'éligibilité.
Réunion avec ACTED – projet PERMIS	Discussion sur l'avancement du projet PERMIS en vue d'une soumission dans les deux mois suivantes, pour approbation en mars 2026 lors du premier conseil d'administration du Fonds vert. Recommandations : finaliser le dossier technique, anticiper les besoins en expertise et mobiliser les cofinancements.
Présentation des priorités en énergies renouvelables	Le Ministère de l'Eau et de l'Énergie a exposé les priorités nationales en solaire, éolien et biomasse pour améliorer l'accès durable à l'énergie et soutenir la résilience climatique.
Échange virtuel avec la Banque Africaine de Développement (BAD)	Focus sur un projet approuvé de longue date dont la mise en œuvre accuse des retards. Causes identifiées : contraintes administratives et manque de capacités techniques. Recommandations : créer un comité de pilotage dédié, accélérer les

procédures de décaissement et offrir un appui technique ciblé.

Jour 2 – Activité	Détails et recommandations
Présentation d'un projet spécifique par l'UNHCR	L'UNHCR a exposé une initiative visant à renforcer la résilience des populations hôtes et des réfugiés à l'est du pays. Recommandations : finaliser l'étude d'impact socio-environnemental, articuler le projet avec les plans locaux de résilience et explorer des cofinancements multilatéraux.
Examen du projet multi-pays par la FAO	La FAO a présenté le projet multi-pays récemment approuvé par le Fonds vert pour le climat et a détaillé les modalités de mise en œuvre. Recommandations : clarifier les responsabilités institutionnelles, établir un calendrier de déploiement précis et renforcer le suivi technique.
Présentation d'un projet de la GIZ	La GIZ a introduit un projet de lutte contre les inondations et les vagues de chaleur extrême en zones urbaines et périurbaines. Recommandations : intégrer des solutions fondées sur la nature, renforcer la participation communautaire et sécuriser les accès aux zones à risque.
Point d'étape sur le projet d'alerte précoce par le PNUD	Le PNUD a fait le point sur le projet d'alerte précoce déjà approuvé, en attente de signature de l'accord financier avec le Fonds vert. Recommandations : accélérer la finalisation de l'accord, préparer les garanties requises et planifier le premier décaissement pour un démarrage rapide.
Présentation du secteur privé d'un projet d'adaptation climatique dans le Logone occidental	Cette présentation du projet, visant à renforcer la résilience agro-climatique dans le Logone occidental, a particulièrement retenu l'attention de l'équipe de la mission. Recommandations : Traduire la note conceptuelle en anglais, préciser les indicateurs de performance en résilience agro-climatique
Présentation du secteur privé d'un projet d'assemblage et de recharge de motos électriques	Malgré le seuil d'investissement privé de 40 % autorisé par le Fonds vert, ce projet à caractère purement commercial n'est pas éligible aux critères du FVC. Recommandations : orienter le porteur vers des financements commerciaux ou des fonds d'impact, et évaluer l'intégration de composantes d'atténuation (bilan carbone, suivi des émissions).

Jour 3- Activité	Recommandations	Prochaines étapes
Organisation d'une réunion en ligne avec le FIDA pour les projets IGRRFIN2 et ARCIM	-Finaliser la feuille de route opérationnelle et le calendrier de déploiement - Clarifier la gouvernance et répartir les responsabilités institutionnelles - Valider les indicateurs de suivi et les modalités de reporting conjoint - Sécuriser les engagements financiers et contractualiser le partenariat	1. Accélérer le recrutement du consultant en coordination du consortium
Briefing de synthèse animé par M. BOC	-Valider le rapport final de la mission -Formaliser les conclusions et recommandations clés - Préparer la diffusion ciblée auprès des parties prenantes (gouvernement, bailleurs)	1. Finaliser et diffuser le compte rendu interne 2. Planifier une réunion de restitution élargie 3. Mettre en place un dispositif de suivi post-mission (jalons et indicateurs) 4. Programmer la mission de la Directrice exécutive en décembre 2025, après la COP 30 (novembre 2025)

V. APPRECIATION DE LA MISSION

. La mission a atteint ses objectifs en renforçant les capacités institutionnelles et en clarifiant les mécanismes d'accès aux financements climatiques. Les échanges avec les parties prenantes ont permis d'identifier des leviers d'optimisation et de consolider un réseau d'acteurs nationaux. La qualité des livrables et la réactivité des équipes ont favorisé une appropriation rapide des recommandations.

Points forts

- Mobilisation efficace des ministères clés et des bailleurs
- Mise en place d'un cadre de coordination clair et opérationnel
- Excellente collaboration entre le secteur public, les ONG et le privé

Axes d'amélioration

- Accélérer l'accréditation nationale pour fluidifier les financements
- Harmoniser les critères d'éligibilité entre projets multisectoriels
- Renforcer l'accompagnement technique des porteurs privés

VI. LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES

Ce guide synthétise les principales leçons de la mission et les bonnes pratiques pour optimiser les projets de financement climatique. Il insiste sur l'importance d'un cadre institutionnel solide, d'une coordination efficace et d'un accompagnement adapté aux porteurs de projet.

Leçons apprises	Bonnes pratiques pertinentes
1. L'absence d'entité nationale accréditée complique l'absorption et la gestion des financements climatiques, ralentissant le déploiement des projets sur le terrain.	1. Mettre en place dès l'amont un cadre institutionnel accrédité, avec des procédures claires d'instruction et de suivi, pour accélérer les décaissements et la mise en œuvre.
2. Des porteurs de projet (ONG, agences onusiennes, secteur privé) ont souvent des attentes différentes vis-à-vis des critères d'éligibilité, engendrant des décalages dans les propositions déposées.	2. Développer et partager un guide méthodologique unifié précisant les critères d'adaptation, d'atténuation, d'inclusion genre et de viabilité financière avant toute discussion technique.
3. Les démarches administratives et la coordination interinstitutionnelles demeurent des goulots d'étranglement majeurs, en particulier pour les projets multi-pays et à composantes multiples.	3. Constituer des comités de pilotage ou des plateformes de concertation régulières, associant gouvernement, bailleurs et acteurs locaux, pour fluidifier la prise de décision et la coordination.
4. Le recours aux réunions virtuelles, même lorsqu'il est justifié, peut générer des décalages techniques et des difficultés d'appropriation par les acteurs nationaux peu familiers aux outils digitaux.	4. Planifier systématiquement des sessions de formation à l'outil de visioconférence et prévoir une assistance technique de proximité afin de garantir la participation effective de tous les intervenants.
5. L'anticipation des missions de haut niveau (ex. Directrice exécutive) nécessite un bilan consolidé et des livrables prêts à être présentés, faute de quoi l'impact institutionnel est amoindri.	5. Élaborer dès le lancement une feuille de route détaillée, incluant échéances, livrables et responsables, pour structurer la préparation de chaque mission de suivi et de validation.
6. Les porteurs privés ont souvent besoin d'appui pour adapter leurs projets au format GCF, notamment en matière de dimension climat et inclusion sociale.	6. Intégrer systématiquement une phase de coaching ou d'accompagnement technique pour les entreprises privées, afin d'améliorer l'alignement des concepts notes sur les standards d'éligibilité du FVC.

7. Le pilotage des projets en parallèle (readiness, multi-pays, spécifiques) sans outil de suivi commun rend difficile l'évaluation consolidée de l'état d'avancement du portefeuille.	7. Mettre en œuvre un tableau de bord unique, accessible à toutes les parties prenantes, regroupant indicateurs clés, jalons et besoins de financement, pour un suivi transparent et actualisé.
8. La traduction et l'adaptation des documents (note conceptuelle, rapports techniques) se révèlent indispensables pour faciliter la lecture et l'examen par les organes décisionnels internationaux.	8. Prévoir un module de traduction interne ou externe pour toutes les notes conceptuelles et rapports majeurs, en anglais et en français, avant toute soumission à un conseil d'administration.
9. L'intégration systématique des volets genre et inclusion sociale renforce l'acceptabilité locale et renforce la résilience des communautés vulnérables.	9. Développer des indicateurs dédiés au suivi des impacts genrés et sociaux, et les inclure dès la conception du projet pour garantir une appropriation par toutes les catégories de bénéficiaires.
10. Les échanges tôt dans la mission avec les ministères sectoriels (Environnement, Eau, Plan, Finance) sont déterminants pour aligner les priorités nationales et sécuriser les engagements politiques.	10. Programmer en priorité des rencontres bilatérales avec chaque ministère clé lors des premières 48 heures de mission, afin de valider le calendrier et de sécuriser le soutien institutionnel.

VII. DIFFICULTES

Les principales sont :

- Coordination des agendas des acteurs clés, avec des réunions à planifier selon leurs disponibilités.
- Problèmes de connexion Internet ou de qualité de liaison lors des sessions en ligne.
- Imprévus (pannes, annulations de dernière minute) qui nécessitent des plans de secours rapides.

VIII. CONCLUSION

La mission a permis de renforcer les capacités nationales et d'établir un cadre de coordination clair pour faciliter l'accès aux financements climatiques. Les échanges menés ont consolidé les relations entre tous les acteurs et posé les fondations d'une gouvernance plus efficace.

Les recommandations proposées offrent un cheminement structuré pour accélérer l'accréditation, harmoniser les processus et accompagner chaque porteur de projet. Leur mise en œuvre engagée garantira une appropriation locale durable et une meilleure résilience des initiatives climatiques

IX. RECOMMANDATIONS.

Pour assurer une mise en œuvre optimale, voici quelques recommandations générales à adopter dès maintenant :

1. Accélérer l'accréditation nationale

L'accréditation d'une entité nationale pourrait facilement faciliter l'absorption des financements du Fonds vert pour le climat.

2. Élaborer un guide méthodologique unifié

Concevoir et diffuser un manuel dédié aux porteurs de projet (ONG, secteur privé, agences onusiennes) détaillant les critères d'éligibilité, les exigences climat-genre et les indicateurs de viabilité.

3. Instaurer un comité de pilotage multi-acteurs

Créer une plateforme régulière de concertation réunissant gouvernement, bailleurs, acteurs locaux et société civile pour fluidifier la coordination interinstitutionnelle.

4. Déployer un tableau de bord consolidé

Mettre en œuvre un système de suivi interactif, accessible à tous, regroupant jalons clés, indicateurs de performance et besoins de financement pour l'ensemble du portefeuille de projets.

5. Intégrer un accompagnement technique sur mesure

Prévoir des sessions de coaching pour les porteurs privés et publics afin d'adapter leurs propositions au format du Fonds vert et renforcer leurs compétences en montage de dossiers.

6. Renforcer les capacités numériques

Organiser des formations sur les outils de visioconférence et de gestion de projet, accompagnées d'une assistance technique locale pour assurer une participation active de tous les intervenants.

7. Prévoir un dispositif de traduction et d'adaptation documentaire

Installer un module interne ou faire appel à des prestataires externes pour traduire systématiquement les notes conceptuelles et rapports majeurs en anglais et en français.

8. Programmer un atelier régional de capitalisation

Rassembler les acteurs clés pour partager les expériences de terrain, croiser les retours de missions comparables et enrichir collectivement le référentiel de bonnes pratiques.

9. Planifier des rencontres bilatérales avec les ministères sectoriels

Dédier, dès la phase de préparation, des rendez-vous avec les ministères de l'Environnement, de l'Eau, du Plan et des Finances pour aligner les priorités nationales et sécuriser les engagements politiques.

X. DOCUMENTATION

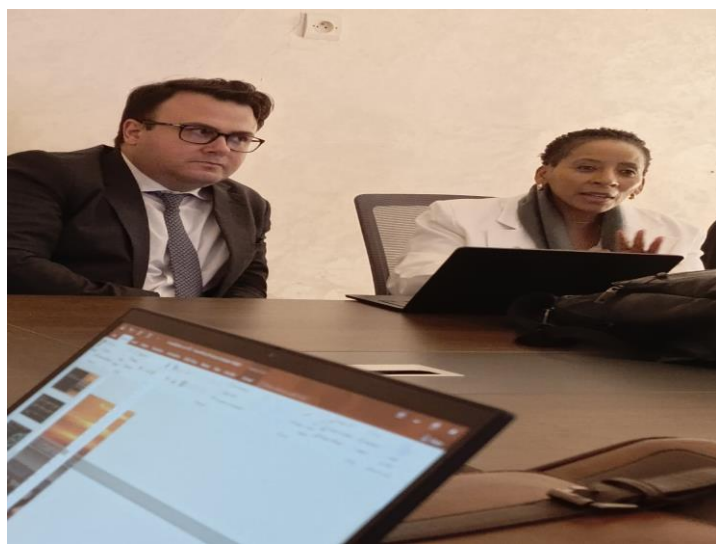
La documentation n'est constituée que des images que le chargé de liaison a prises.



Photo de famille, à l'issue de la mission



Présentation du Point Focal National du FVC-AND



Echanges avec la Directrice Afrique du FVC



Présentation du DG du FSE